



Assemblée générale

Distr. générale
10 mars 2010
Français
Original: espagnol

Conseil des droits de l'homme

Treizième session

Point 6 de l'ordre du jour

Examen périodique universel

Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel*

Costa Rica

Additif

Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements volontaires exprimés ou réponses de l'État examiné

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction de l'Organisation des Nations Unies.

Réponses aux recommandations adressées au Costa Rica au cours de l'Examen périodique universel

1. Suite à la présentation orale du rapport du Costa Rica au Groupe de travail de l'Examen périodique universel (Examen), 102 des observations des délégués présents ont été incluses dans le rapport du Groupe de travail en tant que «recommandations». Il convient de souligner qu'une grande partie d'entre elles fait référence à des cas dont l'État costaricain s'occupe régulièrement. En outre, beaucoup de recommandations se répètent et visent, en règle générale, à encourager l'État à continuer de promouvoir et de respecter les droits de l'homme et à maintenir ses efforts en la matière.
2. Le Costa Rica apprécie l'intérêt que les États ont manifesté à l'égard des avancées du pays en matière de droits de l'homme et réaffirme qu'il est convaincu de l'unité du mécanisme de l'Examen périodique universel. Toutefois, il observe que cet instrument doit être mieux adapté à chaque État examiné et adopter un angle d'observation propre à chacun afin d'être plus pertinent et de formuler des observations et des recommandations mieux fondées. Ce n'est que comme cela, par le biais de l'aide entre égaux et de l'examen public, que l'on améliorera le respect des droits de l'homme.
3. Afin que l'Examen devienne un exercice plus fécond, le Costa Rica considère que, pour chaque cas, la troïka, sur les conseils du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et de par les attributions qui lui ont été conférées par la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme du 18 juin 2007, devrait rejeter les recommandations qui concernent des éléments déjà mis en œuvre ou des affaires courantes de l'État concerné, ainsi que les interventions qui sont de simples constatations. Les deux instances disposent à cet effet de toute la documentation nécessaire pour l'examen, conformément à la résolution 5/1.
4. Les autres recommandations, c'est-à-dire les recommandations au sens strict, devraient faire l'objet d'une synthèse afin qu'elles n'apparaissent qu'une seule fois dans la liste qui, une fois acceptée par l'État, montrerait les véritables problèmes qu'il rencontre en matière de droits de l'homme. Le contenu de chacune d'entre elles devrait être suffisamment clair pour permettre à l'État et aux autres acteurs concernés de les mettre en œuvre.
5. Dans le cas du Costa Rica, sur les 102 *recommandations* du rapport du Groupe de travail, trois ont déjà été entièrement appliquées et portent la mention «**mise en œuvre**» dans le tableau ci-après. Soixante-dix-sept correspondent à des décisions et à des politiques de l'État qui ont été adoptées bien avant le processus de l'Examen et qui sont en cours d'exécution normale. Dans le tableau ci-après, elles portent la mention «**mise en œuvre amorcée avant l'EPU**». Pour illustrer le fait qu'elles font partie des activités habituelles de l'État, à plusieurs reprises, une note présente les mesures concrètes les plus récentes en la matière.
6. En dernier lieu, en ce qui concerne les recommandations *au sens strict*, quatre sont «**en suspens**» car il s'avère impossible d'adopter une position à ce sujet à l'heure actuelle en raison du changement prochain de gouvernement. Il incombera au nouveau pouvoir de se prononcer sur ces recommandations. Deux ont été rejetées et 16 ont été acceptées, en totalité ou en partie.
7. Avant de passer en revue les 102 recommandations en question, le Costa Rica tient à souligner qu'il souhaite qu'à l'avenir les conclusions de l'Examen présentent un compte rendu mieux structuré des interventions des États ayant participé au dialogue.
8. Le Costa Rica comprend qu'il n'est pas le seul pays concerné par l'incohérence manifeste des recommandations figurant dans le rapport du Groupe de travail. Le pays fait siennes plusieurs idées qui ont été lancées dans le cadre des initiatives proposées en vue de

réviser les méthodes de travail du Conseil des droits de l'homme. Le Costa Rica s'associe notamment aux commentaires faits dans plusieurs instances sur l'importance d'élaborer des formulations plus claires pour que les recommandations soient réellement utiles et de meilleure qualité, ce qui entraînerait un meilleur travail de la troïka et du Haut-Commissariat, en particulier en ce qui concerne la synthèse et le filtrage des recommandations. Le Costa Rica encourage vivement ce processus.

9. En attendant, le Costa Rica juge indispensable de reprendre chacune des recommandations figurant au rapport du Groupe de travail, de la manière suivante:

<i>Pays proposant la recommandation</i>	<i>Position du Costa Rica sur la recommandation; avancées et mesures en la matière; observations</i>
---	--

Étendue des obligations internationales

Brésil (1)	Mise en œuvre ¹
Paraguay (2)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ²
Argentine (2)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ³
France (3)	En suspens. La possible adhésion du Costa Rica à cette déclaration conjointe sera étudiée prochainement.
Burkina Faso (4)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ⁴
Pérou (5)	Acceptée. Elle sera soumise pour examen à l'Assemblée législative.
Portugal (6)	Acceptée. Elle sera soumise pour examen à l'Assemblée législative.
Paraguay; Mexique; Égypte; Nicaragua; Uruguay; Azerbaïdjan; Argentine; Équateur (par. 92.1)	Rejetée. Le Costa Rica a expliqué qu'il n'avait pas envisagé à ce jour, et qu'il n'envisageait pas, d'examiner dans un avenir proche, la ratification de cet instrument car il reflétait exclusivement l'intérêt des pays d'origine de flux migratoires importants et non celui des pays d'accueil qui devaient répondre aux besoins de ces migrants. En tout état de cause, le Costa Rica dispose d'une législation et d'une jurisprudence qui contiennent des principes identiques à ceux de la Convention et garantissent tous les droits aux travailleurs migrants et à leur famille.
Paraguay (par. 92.3)	Acceptée. L'examen de cet instrument et la suite à donner seront inscrits à l'ordre du jour du nouveau gouvernement, qui entrera en fonctions en 2010.

Coopération avec les organismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme

Norvège (11)	Mise en œuvre ⁵
--------------	----------------------------

Égalité et non-discrimination

Canada (7)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU. Un gros travail est fait dans ce sens. Cette recommandation ainsi que les suivantes, portant sur la poursuite et l'intensification de ce travail, sont acceptées.
Chili (8)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Slovaquie (12)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Algérie (13)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Norvège (14)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Espagne (15)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ⁶
France (16)	En suspens
Royaume-Uni (17)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ⁷
Royaume-Uni (par. 91.1), Canada (par. 91.3)	Acceptées. Le pays reconnaît que l'adoption d'un plan national contre le racisme est en suspens.
Mexique (par. 91.2)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ⁸
Espagne (par. 91.4)	Acceptée, en partie mise en œuvre ⁹
Autriche (par. 91.5)	En suspens
États-Unis (par. 91.7)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Droits de l'enfant	
Brésil (9)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ¹⁰
États-Unis (10)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Droits à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne	
Canada (18)	Acceptée et déjà mise en œuvre en ce qui concerne la détention administrative des étrangers ¹¹
France (19)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ¹²
République tchèque (20)	Acceptée et mise en œuvre ¹³
Brésil (21)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU. Voir les observations relatives à la recommandation de la France (19) ci-dessus.
Autriche (par. 91.6)	Mise en œuvre amorcée avant. Voir les observations relatives à la recommandation du Mexique (par. 91.2) et de l'Espagne (15) ci-dessus ¹⁴ .

<i>Pays proposant la recommandation</i> <i>Numéro de la recommandation</i>	<i>Position du Costa Rica sur la recommandation; avancées et mesures en la matière; observations</i>
Norvège (25)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU. Voir les observations relatives aux recommandations du Mexique (par. 91.2) et de l'Espagne (15) ci-dessus.
Malaisie (22)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ¹⁵
Slovaquie (23)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ¹⁶
Jordanie (24)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Slovénie (26)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Suède (27)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Autriche (28)	Mise en œuvre initiée avant l'EPU. Concernant la fourniture d'abris sûrs, la recommandation sera portée à la connaissance de l'organe judiciaire et de l'Institut national de la femme (INAMU).
Italie (29)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU. Voir l'observation relative à la recommandation de l'Espagne (15) ci-dessus.
Colombie (30)	Acceptée. Le Costa Rica est prêt à partager les bonnes pratiques.
Saint-Siège (31)	Acceptée
Suède (32)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Argentine (33)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU. Voir paragraphe 38 du rapport national.
Suède (34)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU. Voir paragraphe 38 du rapport national.
Belgique (37)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
États-Unis (35)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU. Voir paragraphe 38 du rapport national et article 172 du Code pénal ¹⁷ .
Italie (36), Égypte (41)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU. Mise en œuvre en ce qui concerne les sanctions proportionnées.
Belgique (38)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU. Concernant la recommandation portant sur la création de mécanismes de réparation pour les victimes, elle sera transmise aux autorités compétentes.
Allemagne (40)	Mise en œuvre. Voir paragraphe 38 du rapport national et article 172 du Code pénal.
Bélarus (39)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Slovénie (42)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ¹⁸
Bélarus (43), Chili (44)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU

<i>Pays proposant la recommandation</i> <i>Numéro de la recommandation</i>	<i>Position du Costa Rica sur la recommandation; avancées et mesures en la matière; observations</i>
Slovaquie (45)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Allemagne (46)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Suisse (47)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU. Voir paragraphe 84 du rapport national.
Pays-Bas (48)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Azerbaïdjan (49)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Administration de la justice et primauté du droit	
Saint-Siège (50)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Slovaquie (51)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ¹⁹
Malaisie (52)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Jordanie (53)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ²⁰
Slovaquie (54)	Acceptée. La recommandation sera transmise à l'organe judiciaire de la République du Costa Rica.
Brésil (55)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Suisse (par. 91.8)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ²¹
Liberté de circulation	
Nicaragua (par. 92.5)	Rejetée car inapplicable. Le Costa Rica considère que cette recommandation ne relève pas du domaine des droits de l'homme.
Liberté de religion ou de conviction, liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique et droit de participer à la vie publique et politique	
République tchèque (par. 91.9)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ²²
Congo (par. 91.10)	En suspens. La pluralité confessionnelle est une réalité et l'on s'attache à traiter toutes les religions sur un pied d'égalité. Toutefois, la décision d'accorder le même statut à tous les mariages religieux incombe à l'Assemblée législative.
Panama (par. 91.11)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ²³
Droit au travail et droit à des conditions de travail justes et favorables	
Nicaragua (56)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ²⁴
Bélarus (57)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ²⁵
Égypte (58)	Acceptée

<i>Pays proposant la recommandation</i> <i>Numéro de la recommandation</i>	<i>Position du Costa Rica sur la recommandation; avancées et mesures en la matière; observations</i>
Norvège (59)	Acceptée
Droit à la sécurité sociale et droit à un niveau de vie suffisant	
Algérie (60)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU. Voir chapitre III, section B, <i>Droits économiques, sociaux et culturels</i> du rapport national (paragraphe 39 à 74). Voir aussi les notes ²⁶ et ²⁷
Malaisie (61)	Acceptée
Congo (62)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU. Le Costa Rica figure parmi les pays d'Amérique latine les mieux placés en ce qui concerne l'accès à l'eau potable ²⁸ .
Bulgarie (63)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Royaume-Uni (64)	Voir les observations relatives aux recommandations du Brésil (9) et des États-Unis (10) ci-dessus. Voir aussi la note ²⁹
Azerbaïdjan (65)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ³⁰
Colombie (66)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Ghana (67)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Ghana (68)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ³¹
Maldives (84)	Acceptée
Royaume-Uni (par. 91.12)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Droit à l'éducation et droit de participer à la vie culturelle de la communauté	
Algérie (69)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU. Voir la réponse à la question du Ghana (68) ci-dessus.
Autriche (70)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ³²
Turquie (71)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ³³ .
Portugal (72)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ³⁴ .
Maroc (73)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU. Le Costa Rica fait partie de la Plate-forme sur l'éducation et la formation relatives aux droits de l'homme, et il est le fer de lance de la promotion et de la mise en œuvre du Programme mondial en faveur de l'éducation aux droits de l'homme.
Minorités et peuples autochtones	
France (74)	Acceptée

<i>Pays proposant la recommandation</i> <i>Numéro de la recommandation</i>	<i>Position du Costa Rica sur la recommandation; avancées et mesures en la matière; observations</i>
Pérou (75)	Acceptée
Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile	
Nicaragua (76)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ³⁵
Burkina Faso (77), Pays-Bas (78)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU. Le règlement d'application de la nouvelle loi sur les migrations est en cours d'élaboration.
Brésil (79)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU. Voir les réponses aux recommandations de la République tchèque (82) et de la Jordanie (83), ci-après.
Pays-Bas (80)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ³⁶
Mexique (81)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ³⁷ . Concernant le caractère exceptionnel de cette mesure, voir la note 11 ci-après.
République tchèque (82)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ³⁸
Jordanie (83)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU ³⁹
Échange de pratiques	
Maroc (85)	Mise en œuvre amorcée avant l'EPU
Suite donnée à l'EPU	
Norvège (86)	Acceptée

Notes

- ¹ La Convención sobre los Derechos de las Personas con Discapacidad (y su protocolo opcional) fue ratificada por la Asamblea Legislativa el 8 de agosto del 2008. Costa Rica depositó el instrumento de ratificación el 1º de octubre siguiente, de manera que para el país la Convención entró en vigor el 1º de noviembre de 2008, de conformidad con el artículo 45 de la misma.
- ² La Convención Internacional para la protección de todas las personas contra las desapariciones forzadas fue firmada por Costa Rica el 6 de febrero de 2007 y se encuentra en trámite de aprobación legislativa desde el 16 de setiembre de 2009 (expediente No. 17528).
- ³ Costa Rica ha reiterado el compromiso de ratificar la Convención Internacional para la Protección de todas las Personas contra las Desapariciones Forzadas y aceptar la competencia del Comité que establece ese instrumento.
- ⁴ El proyecto de ley "Aprobación de la Convención sobre la Protección y Promoción de la Diversidad de las Expresiones Culturales", expediente No. 16697, se encuentra en trámite en la Asamblea Legislativa.
- ⁵ Los informes V y VI combinados quedaron presentados el 20 de enero de 2010.
- ⁶ Desde la declaratoria de inconstitucionalidad de dos de los artículos de mayor uso de la Ley de Penalización de la Violencia contra las Mujeres que sancionan el maltrato físico y la violencia emocional, se elaboró un proyecto de ley para modificarlos. Éste ya fue aprobado por la Comisión de Asuntos de la Mujer de la Asamblea Legislativa y el trámite sigue en marcha para su próxima aprobación.

- ⁷ El Ministerio de Educación Pública promueve la educación inclusiva por medio del Centro Nacional de Recursos para la Educación Inclusiva. Por su parte, el Fondo Nacional de Becas maneja un presupuesto para becas para niños y adolescentes con necesidades educativas especiales relacionadas con la discapacidad. También colabora en este campo la Dirección de Promoción y Protección de Derechos Estudiantiles del MEP, cuyo objetivo es el trabajo en derechos humanos y no discriminación.
- Actualmente el Consejo de la Persona Joven del Ministerio de Cultura y Juventud desarrolla una campaña radial y televisiva que integra, entre otros, el Principio de No Discriminación y enfatiza que los derechos de las personas jóvenes están amparados en la igualdad y en la inclusión, sin importar sus características o particularidades.
- En relación con la participación de las personas con discapacidad en las elecciones nacionales ya se ha tomado acción, en particular mediante el programa *Equiparación de Condiciones para el Ejercicio del Voto* del TSE.
- ⁸ Desde el año 2006 funciona un Comité (interinstitucional e intersectorial) denominado *Agenda Legislativa de las Mujeres*, cuyo objetivo consiste en impulsar la promulgación de leyes que garanticen los derechos de las mujeres y su efectivo cumplimiento, así como promover cambios normativos y culturales a favor de la igualdad y la equidad entre mujeres y hombres. Tal revisión periódica también es una tarea del INAMU.
- ⁹ Actualmente la cédula de identidad se expide con garantía de respeto a la identidad personal de la población transgénero. Adicionalmente, el TSE trabaja en un reglamento para el manejo de la toma de fotografía, aplicable también a las personas que desean ser identificadas con una imagen que no corresponde a la de su sexo registral.
- ¹⁰ El compromiso del Estado costarricense con la promoción de los derechos de las personas menores de edad forma parte integral de la *Política Nacional para la Niñez y la Adolescencia 2009-2021*, aprobada en setiembre de 2009. Entre sus componentes se incluyen, entre otros, los siguientes: *Promoción y garantía de la participación de la niñez y la adolescencia como sujetos activos de derechos; promoción y fortalecimiento de las alternativas de cuidado para niños y niñas; promoción de la salud integral; promoción de la lactancia materna; promoción del juego, el deporte y la recreación; promoción de la inclusión social de la población penal juvenil* (capítulo V apartados 1.b, 2.f, 3.a y 3.i; 5.e; 6.g).
- En cuanto a las directrices para el cuidado alternativo, la casi totalidad de ellas está incorporada – aunque de manera dispersa – en la legislación nacional sobre la materia y en la estructura organizativa inserta en el Sistema Nacional de Protección.
- ¹¹ En lo referente a la detención administrativa de personas extranjeras y el Principio de No Devolución, informa la Defensoría de los Habitantes, Mecanismo Nacional de Prevención de la Tortura, lo siguiente:
- En relación con las observaciones efectuadas por el Comité contra la Tortura sobre la detención administrativa de personas extranjeras y el Principio de No Devolución, deben citarse las nuevas disposiciones contenidas en la nueva Ley General de Migración y Extranjería, Ley N° 8764, publicada en el Diario Oficial La Gaceta N° 170 del 1° de setiembre de 2009, que entrará en vigencia en marzo de 2010:
- Establecimiento de medidas cautelares diferentes a la detención, tales como: la presentación y firma periódica ante las autoridades competentes, la caución y el decomiso temporal de documentos y la detención domiciliaria. Definición de plazos máximos de detención administrativa, según etapa del procedimiento iniciado por parte de las autoridades migratorias. Se establece la obligatoriedad de que dichas autoridades emitan una resolución debidamente fundamentada para efectos de ampliación de los plazos establecidos.
 - Referencia a que, en caso de detención administrativa, la persona extranjera tendrá derecho a permanecer durante el periodo de aprehensión en un lugar que cuente con las condiciones necesarias para garantizar un trato digno y respetuoso, considerando, asimismo, las especificidades de género, edad o discapacidad. Así como la referencia a los derechos derivados del principio de debido proceso, en los supuestos de detención.
 - Eliminación de la franja de 50 kilómetros adyacentes a la frontera para efectos de rechazo administrativo. Asimismo, se incluye, como garantía procedimental para la ejecución de un rechazo administrativo, la obligación de que las autoridades encargadas de ejecutarlo, emitan un acta en la que se indiquen: motivos del rechazo; autoridad policial y/o migratoria que verificó los

supuestos; posibilidad de impugnación en sede consular, sin que tal impugnación tenga efecto suspensivo.

- Creación de la Comisión de Visas y Refugio, que será la instancia encargada de la resolución de las solicitudes de refugio y de visas, tal y como su nombre lo indica. Creación del Tribunal Administrativo Migratorio como instancia encargada de conocer y resolver los recursos de apelación planteados contra las resoluciones finales dictadas por la Dirección General de Migración y Extranjería en materia migratoria, y contra las resoluciones finales dictadas por la Comisión de Visas Restringidas y Refugio en materia de refugio.

Además, debe mencionarse que el Mecanismo Nacional de Prevención de la Tortura efectúa regularmente visitas al Centro de Aprehensión para Extranjeros, con el fin de prevenir la comisión de actos de tortura y otros malos tratos y velar por las condiciones en las que se encuentran las personas detenidas.

- ¹² El Mecanismo Nacional de Prevención de la Tortura efectúa regularmente visitas a los centros de detención, para prevenir la comisión de actos de tortura y otros malos tratos. En tales visitas, el personal del Mecanismo entra en contacto con las personas privadas de libertad, para informarles sobre su mandato y sobre las posibilidades que tienen de denunciar actos de tal naturaleza (Oficio de la Defensora de los Habitantes de la República MNP-005-2010, de 5 de febrero de 2010).
- ¹³ Una intensa labor de cabildeo con las autoridades del Ministerio de Hacienda permitió obtener, a partir de enero de 2009, los recursos humanos y materiales necesarios para que esta Unidad, adscrita al Despacho de la Defensoría de los Habitantes iniciara sus importantes labores (*ídem*).
- ¹⁴ Los objetivos en esta materia están contenidos en la estrategia del Sistema Nacional de Atención y Prevención de la Violencia contra las Mujeres y la Violencia Intrafamiliar (Plan nacional para la atención y la prevención de la violencia intrafamiliar - PLANNOVI 2010-2015).
- ¹⁵ Recientemente la normativa sobre la materia fue complementada mediante la puesta en práctica de un protocolo interinstitucional de acatamiento obligatorio; se creó una Comisión de Alto Nivel coordinada por el INAMU encargada de crear las condiciones para la vigencia de la Ley y se distribuyó un *Instructivo para la Usuaría y el Usuario en Violencia Doméstica*.
- ¹⁶ Ofrecer un esquema de rehabilitación a las víctimas es uno de los objetivos específicos del PLANNOVI 2010-2015 (Atención).

¹⁷ **Artículo 172. Delito de trata de personas**

Será sancionado con pena de prisión de seis a diez años, quien promueva, facilite o favorezca la entrada o salida del país, o el desplazamiento dentro del territorio nacional, de personas de cualquier sexo para realizar uno o varios actos de prostitución o someterlas a explotación, servidumbre sexual o laboral, esclavitud o prácticas análogas a la esclavitud, trabajos o servicios forzados, matrimonio servil, mendicidad, extracción ilícita de órganos o adopción irregular. La pena de prisión será de ocho a dieciséis años, si media, además, alguna de las siguientes circunstancias:

- a) La víctima sea menor de dieciocho años de edad o se encuentre en una situación de vulnerabilidad o discapacidad.*
- b) Engaño, violencia o cualquier medio de intimidación o coacción.*
- c) El autor sea cónyuge, conviviente o pariente de la víctima hasta tercer grado de consanguinidad o afinidad.*
- d) El autor se prevalezca de su relación de autoridad o confianza con la víctima o su familia, medie o no relación de parentesco.*
- e) El autor se aproveche del ejercicio de su profesión o de la función que desempeña.*
- f) La víctima sufra grave daño en su salud.*
- g) El hecho punible fuere cometido por un grupo delictivo integrado por dos o más miembros.*

- ¹⁸ Ésta y las siguientes recomendaciones referidas a la erradicación del trabajo infantil, forman parte de la “hoja de ruta para hacer de Costa Rica un país libre de trabajo infantil”, que se derivó de los acuerdos de la XVI Reunión Regional Americana de la Organización Internacional del Trabajo (OIT). Con financiamiento del BID, en el 2008 IPEC/OIT impulsó el proyecto “Fomento de una Cultura de Cumplimiento en Materia Laboral”, del que forma parte la hoja de ruta mencionada, marco estratégico para la acción pública y privada dirigida al logro de las metas de la Agenda Hemisférica en punto a la prevención y erradicación del trabajo infantil y sus peores formas. En Costa Rica el proceso es liderado por el Ministerio de Trabajo y Seguridad Social, mediante su Oficina de Atención y Erradicación del Trabajo Infantil y Protección de la Persona Adolescente

Trabajadora (OATIA) de la Dirección Nacional de Seguridad Social, con el apoyo de IPEC/OIT. Además participan representantes de los sectores empresarial, sindical, gubernamental y no gubernamental.

- ¹⁹ La administración de justicia costarricense ha promovido en la última década una profunda transformación en pro del mejoramiento del servicio. Algunas de las acciones más relevantes son:
- a) Modernización de los Códigos Procesales en materia Penal y Contencioso Administrativo y se han impulsado leyes en materia de protección de víctimas, crimen organizado, modernización de los cobros judiciales, violencia doméstica que hoy son ley de la República. Asimismo se ha reformado la Ley Orgánica del Poder Judicial para modernizar su estructura interna. En la actualidad están pendientes de aprobación por el Poder Judicial el impulso a un Código Procesal General, como legislación procesal en materia de derecho al trabajo y derecho de familia.
 - b) Se ha aumentado la dotación de recursos presupuestarios de un 6% del Presupuesto Nacional a un 8.25%, siendo el país de América Latina que más recursos invierte en el sistema de justicia.
 - c) Adicionalmente a los recursos ordinarios, se han promovido dos empréstitos con el Banco Interamericano de Desarrollo, para reforzar las herramientas tecnológicas, fomentar políticas de género, reestructuración del Ministerio Público, Defensa Pública y Área Administrativa, así como mejoramiento del sistema de gestión.
 - d) Se han promovido políticas de rendición de cuentas y transparencia que le han valido al país en dos ocasiones el reconocimiento como uno de los poderes judiciales más transparentes de América Latina, así reconocido por el Centro de Estudios de Justicia para las Américas.
 - e) Se han impulsado políticas para mejorar el acceso a la justicia y la celeridad en los procesos. En el caso del acceso y atención en el servicio, se aplican las Reglas de Brasilia para las poblaciones vulnerables. En el caso de la celeridad de los procesos, además de lo mencionado en cuanto a la reforma procesal, se ha introducido la oralidad y la conciliación en todas las materias.
- ²⁰ La educación y capacitación en derechos humanos se lleva a cabo por medio de la Escuela Judicial, que es un centro de formación y capacitación en distintas áreas de la administración de justicia, siendo los derechos humanos una de ellas.
- ²¹ La Corte Suprema de Justicia de Costa Rica remite el siguiente comentario a esta recomendación del Estado suizo:
- a) El país cuenta con un Tribunal especializado en materia de derechos humanos, dentro del seno del Poder Judicial. Tiene todas las funciones de un Tribunal Constitucional. La ley que lo rige permite un acceso gratuito, directo y celero en materia de habeas corpus y amparo y funciona las 24 horas del día los 365 días del año. Sus fallos son vinculantes *erga omnes* por disposición legal. Fue creado en 1989 y a la fecha ha dictado más de 300 mil sentencias en protección de los grupos más vulnerables y de los derechos humanos en general. Recibe unos 18 mil casos al año y su promedio de resolución es expedito: en habeas corpus un promedio de 15 a 22 días y en amparo de 1 a 4 meses.
 - b) No existe a nivel Iberoamericano un sistema de justicia con mayor acceso y condiciones para proteger los derechos humanos de las personas que el sistema costarricense. Incluso tienen plena legitimación para defender sus derechos, los menores de edad y en materia de habeas corpus y amparo no se requiere representación legal ni formalidad alguna para ninguna persona.
 - c) Los instrumentos internacionales de derechos humanos tienen incluso rango superior a la Constitución Política (sentencia 2313-95), lo que hace que además de la celeridad del sistema, el derecho sustantivo sea uno de los más completos y amplios del sistema interamericano.
 - d) El sistema de protección de los derechos humanos de Costa Rica existe no solo a nivel interno sino internacional, pues además de poseer un Tribunal especializado de fácil acceso y resolución celera de los conflictos, Costa Rica es firmante de la Convención Americana sobre Derechos Humanos y reconoce la plena competencia de la Corte Interamericana en la materia, de modo que su sistema de protección a las libertades fundamentales de las personas se da en dos niveles (interno e internacional) que se complementan entre sí.
 - e) El nivel de cumplimiento de las sentencias de la Sala Constitucional es muy alto y además se pueden liquidar los daños y perjuicios causados y así declarados en materia de amparo y habeas corpus, cuando de autoridades públicas se trate, ante la jurisdicción contencioso administrativa por medio de un proceso especial de duración menor a 6 meses llamado de “ejecución de sentencias”.

- Sin embargo, el Poder Judicial seguirá haciendo esfuerzos para mejorar los tiempos de respuesta, especialmente en materia de derechos humanos. En la actualidad existe una propuesta de reforma legal en la jurisdicción constitucional que pretende mejorar el desempeño de la jurisdicción en general, especialmente en la ejecución de sentencias que pasarían a ser propias de la jurisdicción constitucional, lo cual ayudará a mejorar aún más los tiempos de respuesta.
- ²² Como se consigna en el informe nacional (puntos 25 y 26) en la corriente legislativa avanza un proyecto de ley sobre la materia. Mientras tanto el punto ha sido desarrollado por la jurisprudencia de la Sala Constitucional y de la Sala Tercera de la CSJ. Recientemente esta última consideró tácitamente derogado –por el Código Penal de 1971- el artículo 7° de la Ley de Imprenta, que establecía prisión contra periodistas y dueños de medios de prensa, lo que ha sido considerado un beneficio para el libre ejercicio del periodismo (Periódico La Nación, jueves 11 de febrero de 2010, p. 11 A).
- ²³ Como Estado Parte del Convenio sobre los derechos de los pueblos indígenas y tribales (No. 169 de la OIT), Costa Rica consulta a los pueblos indígenas sobre las decisiones que los afectan.
- ²⁴ La Inspección Nacional del Ministerio de Trabajo mantiene una supervisión constante de las empresas con el fin de que respeten los derechos laborales de los trabajadores. En lo que respecta a los derechos de los trabajadores inmigrantes, la nueva Ley de Migración que entra en vigor a partir del 1° de marzo de 2010 garantiza una mayor supervisión de las empresas y empleadores para el efectivo respeto de sus derechos laborales.
- ²⁵ De conformidad con el Anuario Estadístico 2009 de la Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), Costa Rica registra una de las tasas de desempleo más bajas de la región (7,6).
- ²⁶ *En el contexto latinoamericano, Costa Rica figura entre los países que mayor importancia fiscal y macroeconómica otorgan a la inversión social, lo cual se ha concretado en un conjunto de políticas sociales universales (educación, salud, seguridad social, saneamiento) y políticas selectivas de combate a la pobreza* (Estado de la Nación en Desarrollo Humano Sostenible 2008, p. 112).
- ²⁷ ... *generalmente el país se ubica entre las mejores posiciones en acumulación de desarrollo humano en la región latinoamericana, con alta esperanza de vida y baja mortalidad infantil, entre los menores niveles de pobreza, desigualdad y mortalidad por homicidios, con buenos indicadores relativos en el mercado de trabajo y en niveles promedio en los indicadores de educación* (Estado de la Nación en Desarrollo Humano Sostenible 2008, p. 87).
- ²⁸ Entre el 2008 y el 2009 la cobertura de agua potable aumentó de 83,4% a 87,3% de la población total (Estado de la Nación en Desarrollo Humano Sostenible (2008), p. 214 e Informe del Laboratorio Nacional de Aguas del Instituto Costarricense de Acueductos y Alcantarillados, *Evolución de las Coberturas y Calidad del Agua para Consumo Humano y Disposición de Aguas Residuales Domésticas en Costa Rica al Año 2009* (2010), Cuadro No. 1).
- ²⁹ Los tipos penales relativos a la producción, reproducción y posesión de material pornográfico que involucra a personas menores de edad, fueron reformados mediante la Ley No. 8590, en el año 2007.
- ³⁰ La inversión pública real acumuló un crecimiento total de cerca del 22% entre el 2006 y el 2008 y de 16% en términos *per cápita*. La cobertura de los seguros de salud, por otra parte, es la más amplia de América Latina (88,8% de la población total) (Estado de la Nación en Desarrollo Humano Sostenible 2008, pp. 58 y 128).
- ³¹ En Costa Rica se garantiza el acceso efectivo de todas las personas menores de edad a la educación y a la salud, independientemente de su origen nacional o racial, haciendo prevalecer su interés superior (Resoluciones de la Sala Constitucional de la Corte Suprema de Justicia Nos. 2003-13225, 9345-08 y 8561-09).
- ³² En el país el sistema de educación pública primaria es gratuito para toda la población y además en lo que atañe a la educación secundaria se ha establecido un sistema efectivo de becas bajo el Programa “Avancemos” que ha resultado ser exitoso, especialmente considerando que ha coadyuvado a disminuir la deserción de estudiantes de bajo nivel económico. Asimismo, se impulsó una reforma radical en el ámbito de la evaluación enfrentando la repitencia innecesaria y la exclusión.
- ³³ Existen otras medidas como el impulso a la figura de los “liceos rurales” o préstamos, como el de “Equidad y Eficiencia Educativa” dirigido prioritariamente a poblaciones indígenas, afrocostarricenses y rurales dispersas.
- ³⁴ Se está procurando además un financiamiento adecuado y sostenible para la educación, lo cual redundará en mayores recursos para invertir en infraestructura.

- ³⁵ El 1° de marzo de 2010 entra en vigor la nueva Ley de Migración que contiene un enfoque de protección de los derechos humanos.
- ³⁶ El centro de detención para extranjeros en condición irregular que venía siendo mejorado y cuenta ya con un médico y un cocinero con formación en nutrición, lamentablemente fue presa de un incendio provocado por varios detenidos el 20 de enero de 2010, el cual destruyó más de la mitad del inmueble y causó pérdidas cuantiosas. Se trabaja en su reconstrucción al tiempo que se buscan nuevos albergues.
- En el Manual de Centros de Detención se establecen regulaciones para evitar el hacinamiento y la sobrepoblación, a lo cual también contribuirá la aplicación de otras medidas cautelares diferentes a la detención (ver nota 11 anterior), conforme la nueva legislación sobre la materia. Medidas como presentarse a firmar cada 15 días ya han sido aplicadas a migrantes irregulares extra-continetales.
- ³⁷ La nueva Ley General de Migración y Extranjería establece que las personas migrantes no podrán ser detenidas por más de 24 horas, asumiéndose como una infracción administrativa la entrada irregular de personas en el país.
- ³⁸ La nueva Ley de Migración garantiza el recurso de apelación ante decisiones sobre casos de refugio adoptadas por la Comisión de Visas y Refugio.
- Los reglamentos a la nueva ley incluirán las disposiciones para el respeto del principio de no-devolución, de conformidad con los compromisos internacionales asumidos por el Estado costarricense.
- De igual forma, en apelaciones en materia de refugio, en la actualidad se busca en todo momento el respeto de dicho principio, por lo que se coordina con el ACNUR, OIM, otros organismos o gobiernos, el envío a un tercer país distinto al país de origen o del agente de persecución.
- ³⁹ El informe nacional da cuenta de numerosas acciones del Estado costarricense dirigidas a garantizar los derechos de la población extranjera (solicitantes de refugio, migrantes regulares e irregulares) que coinciden con las recomendaciones de los órganos de tratado y de los procedimientos especiales.
-